

Sam.
05
Nov.

Rechercher :

[Mot de passe oublié ?](#)

LES RÉDACTEURS

► [Amnesty International](#)

Les Adivasis, un peuple pris entre deux feux

ARTICLE

COMMENTAIRES

PARTAGER

04 Novembre 2011 Par [Amnesty International](#)

EDITION : **MARATHON DES SIGNATURES**

La situation au Chhattisgarh

Le Chhattisgarh est l'un des vingt-huit états de l'Inde. Il s'agit d'une création récente puisqu'il a été formé le 1^{er} novembre 2000 à partir de seize districts du Sud-Est du Madhya Pradesh, où la majorité de la population parle le Chhattisgarhi, un dialecte du hindi.

Depuis la fin des années 1960, le Madhya Pradesh, puis le Chhattisgarh sont affectés par un conflit entre des groupes maoïstes, dits Naxalites, et le gouvernement indien. Le mouvement Naxalite naît en 1967 de la scission du Parti Communiste de l'Inde. Le terme « Naxal » dérive de Naxalbari, un village situé dans le district de Darjeeling d'où est parti le mouvement.

Les affrontements entre ces groupes armés maoïstes et les forces de sécurité locales ont fait au cours des six dernières années plus de trois mille morts : Adivasis, insurgés, membres des forces de sécurité et miliciens. Les forces armées locales opèrent en effet avec le soutien de milices privées financées par les autorités locales, dont la Salwa Judum.



La minorité adivasi

Plus de trente mille Adivasis déplacés par le conflit n'ont toujours pas pu rentrer chez eux et vivent dans des camps dans l'État de Chhattisgarh, ainsi que dans l'Andhra Pradesh et l'Orissa voisins.

Le conflit s'est également étendu à d'autres États de l'Inde, comme le Jharkand et le Bengale occidental. En 2010, plus de 350 personnes ont ainsi trouvé la mort à la suite d'attentats à l'explosif perpétrés dans ces États et lors d'attaques à motivation ethnique commises en Assam et dans d'autres États.

Tous les groupes armés opérant dans la région violent des droits humains, prenant pour cible les civils essentiellement des Adivasis.

En septembre 2010 les forces de sécurité ont arrêté illégalement dix-sept Adivasis, les ont déshabillés et torturés. Deux femmes ont été victimes d'agressions sexuelles. Les autorités n'ont pris aucune mesure à la suite des conclusions d'une enquête initiale imputant la responsabilité de ces atteintes aux droits humains à des membres des forces de sécurité.

Nombre de défenseurs des droits humains, de militants politiques et sociaux, ont été emprisonnés pour avoir osé dénoncer la situation déplorable des droits humains. Parmi eux, le Docteur Binayak Sen de l'Union du Peuple pour les Libertés Civiles - l'une des principales organisations de défense des droits humains dans le pays - a été libéré en avril 2011 sur décision de la Cour Suprême de l'Inde, après avoir été en première instance condamné à la prison à vie pour « sédition ». En juillet 2011 la Cour Suprême

Indienne a finalement ordonné le démantèlement de toutes les milices. Les autorités locales ont alors ordonné l'intégration des miliciens dans la police de l'Etat, comme « Officiers de Police Spéciaux »

*En savoir plus sur **Kartam Joga, prisonnier d'opinion***

*Lire le texte de soutien à Kartam Joga écrit par **Coline Serreau***

Adivasi chhattisgarh inde
marathon des signatures
Naxalites

TESTEZ-NOUS
GRATUITEMENT
PENDANT
15 JOURS

IL VOUS SUFFIT DE
NOUS DONNER
VOTRE AVIS
SUR MEDIAPART

JE PARTICIPE



MEDIAPART

LE MÉDIA
D'INVESTIGATION

ENQUÊTES,
PARTI PRIS,
DÉCRYPTAGES,
LES DÉBATS D'IDÉES

VOUS AVEZ UNE
QUESTION ?
contact@mediapart.fr

Je m'identifie OK

Je m'abonne à partir de 1€

Newsletter Votre adresse e-mail OK